



Organisation  
Mondiale  
de la Santé  
Animale

World  
Organisation  
for Animal  
Health

Organización  
Mundial  
de Sanidad  
Animal

# Introduction Générale à la législation vétérinaire: formats de législation

Jean Guégan  
Docteur en Droit.



Programme d'appui pour la législation vétérinaire 

# Caractère Normatif.

- Les textes vétérinaires devraient être exclusivement normatifs et limiter les possibilités d'interprétation ambiguë.



# Style et précision.

- La syntaxe et le vocabulaire devraient être rigoureux et constants pour éviter toute interprétation .
- La précision et l'exactitude devraient prévaloir sur le style de la rédaction même si cela entraîne des répétitions nombreuses et des lourdeurs de style



# Usage des définitions .

- Les définitions devraient se rattacher à un contexte précis et aux textes auxquels elles se rapportent.
- Les définitions utilisées dans les textes réglementaires ne devraient pas créer de conflit ou d'ambigüité avec les textes législatifs.



## L'autorité compétente.

- La définition et les attributions de l'autorité compétente ou des autorités compétentes devraient respecter les normes de l'OIE afin d'assurer l'efficacité de la chaîne de commandement et la fiabilité de la certification.



# Objectifs de la législation vétérinaire.

- La législation vétérinaire devrait donner une définition du domaine vétérinaire permettant d'en préciser le champ.
- La législation devrait au minimum comporter les lignes directrices appropriées en vue de protéger:
  - a) la santé animale et la sécurité alimentaire
  - b) la sécurité sanitaire des aliments;
  - c) la santé publique (zoonoses) et la sécurité publique (animaux errants);
  - d) le bien-être des animaux tel que défini par l'OIE.



# Dispositif pénal.(1).

- La législation vétérinaire devrait prévoir des sanctions d'un niveau adapté à la bonne exécution de la stratégie globale comprenant:
  - a)des sanctions pénales relevant des juridictions compétentes appliquées conformément à la procédure pénale en vigueur;
  - b)Des sanctions administratives d'application rapide et de nature à prévenir les risques en matière de santé publique ,de santé animale ou de bien-être des animaux



## Dispositif pénal.(2).

- La législation vétérinaire devrait distinguer les peines importantes fixées par les textes législatifs et les peines mineures prévues par les textes réglementaires.
- La législation vétérinaire devrait comprendre des peines complémentaires spécifiques du ressort du juge, notamment l'interdiction d'utilisation d'animaux ou de l'exercice d'activité à risque pour la santé humaine ou animale ou pour le bien-être animal.





# Les pouvoirs de l'autorité compétente.(1)

- Chaque fois que les missions relevant du domaine vétérinaire sont dispersés dans plusieurs administrations (autorités compétentes multiples ), un système fiable de coordination et de coopération entre les différentes administrations devrait être mis en place.
- L'organisation des autorités compétentes devrait permettre un action rapide et cohérente dans les cas ou la rapidité et la cohérence sont des facteurs majeurs de la réussite ,notamment en cas de prise de mesures d'urgence en santé animale ou de crise de santé publique vétérinaire.



## Les pouvoirs de l'autorité compétente.(2).

- La législation vétérinaire devrait décrire une chaîne de commande aussi performante que possible ,c'est-à-dire courte et avec toutes les responsabilités définies.
- Pour cela les responsabilités et le pouvoir des autorités compétentes du niveau central jusqu'aux personnes chargées de la mise en œuvre au niveau du terrain devraient être précisément définis.
- Si elles ne sont pas toutes confiées à la même autorité compétente , chaque mission du domaine vétérinaire devrait confiée à une seule autorité compétente.



# Interventions des inspecteurs.

- Afin d'appliquer ou de contrôler l'application de la législation vétérinaire ,l'autorité compétente devrait disposer d'inspecteurs techniquement qualifiés.
- La législation vétérinaire devrait prévoir que:
- a) les inspecteurs aient une capacité juridique d'intervention conforme à la législation et aux procédures pénales en vigueur dans l'Etat;
- b) le champ de compétence et le rôle de chacun d'eux soient délimités en fonction de leur qualification techniq.
- c) les inspecteurs puissent bénéficier d'une protection physique et juridique .



# POUVOIRS.(1).

- Les pouvoirs des inspecteurs devraient être explicitement énumérés de manière exhaustive afin de garantir les droits des bénéficiaires contre les abus de pouvoir.
- Les pouvoirs et les conditions d'intervention devraient être décrits , notamment en ce qui concerne les possibilités et les conditions d'accès aux locaux professionnels ou privés et aux véhicules



## Pouvoirs.(2).

- Les inspecteurs devraient disposer des droits et des procédures leur permettant :
- a) d'accéder aux documents;
- b) d'effectuer des prélèvements;
- c) de consigner des animaux ou des marchandises en attendant une décision finale .



# Obligations(devoirs).

- L'obligation de confidentialité des agents de contrôle devrait être précisée.
- Pour l'attribution d'un champ de compétence ou d'un territoire de contrôle, l'autorité compétente devrait respecter les principes d'indépendance et d'impartialité prévue par le Code sanitaire des animaux terrestres de l'OIE (voir article 3.1.2 ).



# Police Administrative .(1)

- Les mesures de police administrative qui suivent devraient prévues par la législation vétérinaire :
- a) la saisie administrative des animaux , des produits et denrées alimentaires d'origine animale .
- b) la suspension d'une ou plusieurs activités de l'établissement contrôlé;
- c) la fermeture temporaire partielle ou totale de l'établissement contrôlé;

D) la suspension ou le retrait des autorisations ou des agréments.



## Police administrative.(2).

- Les moyens de contraintes pour l'exécution des contrôles devraient être prévus.
- Les droits de recours des opérateurs contrôlés contre les décisions des inspecteurs devraient être prévus conformément aux lois de l'Etat .





# Financement.

- La législation vétérinaire devrait prévoir les sources , le niveau et les modalités de financement propres à permettre l'exécution de toutes les actions des autorités compétentes ,notamment les inspections , les prélèvements et les analyses ainsi que les procédures d'autorisation ou d'agrément dans tous les domaines de la législation vétérinaire.



Organisation  
Mondiale  
de la Santé  
Animale

World  
Organisation  
for Animal  
Health

Organización  
Mundial  
de Sanidad  
Animal



12 rue de Prony, 75017 Paris, France - [www.oie.int](http://www.oie.int) – oie@oie.int

Oie